



COMMUNIQUÉ DE PRESSE 12 SEPTEMBRE 2017

LE SOMMET CLIMATE CHANCE SE POURSUIT AVEC UNE JOURNÉE CONSACRÉE AUX ÉLUS ET PLACE L'AFRIQUE AU CŒUR DE SES DÉBATS

Agadir, le 12 septembre 2017 – Le Sommet Climate Chance se poursuit avec une journée consacrée aux élus et place l'Afrique au cœur de ses débats. La 2^{ème} journée de ce sommet mondial est marquée par la déclaration des élus locaux et régionaux d'Afrique, soutenus par leurs confrères d'Europe et du monde entier, afin de renforcer leur engagement pour la lutte contre les changements climatiques.

Les acteurs non-étatiques américains réaffirment leur mobilisation et leurs ambitions pour la lutte contre les changements climatiques, malgré l'annonce du retrait des Etats Unis de l'accord de Paris

Le financement de l'action climatique locale nécessite la création d'un environnement favorable, qui passe par l'identification, la structuration et la planification des besoins d'investissement, la conception de projets climato-compatibles adaptés et le développement d'une panoplie large de financements qui répondent à la diversité des acteurs, des besoins et des contextes de développement

La 2^{ème} journée est consacrée aux élus. Elle apporte des réponses aux problématiques liées à la gestion des villes et pousse la réflexion sur des stratégies urbaines visant à la fois à accroître la capacité d'adaptation des villes et l'atténuation de leurs émissions de gaz à effet de serre

La première journée du sommet Climate Chance 2017 a été l'occasion de rassembler près de 5000 acteurs non-étatiques engagés contre les changements climatiques, pour exposer l'état d'avancement des négociations climatiques avec les grands acteurs de l'accord de Paris et de la COP 22, notamment suite à l'annonce du retrait des Etats Unis de l'Accord de Paris.

La plénière d'ouverture a permis de faire le point sur le progrès de l'action des acteurs du climat et de montrer le chemin parcouru depuis l'édition 2016 de Climate Chance tenu à Nantes. Elle a été particulièrement marquée par le message de Patricia Espinosa aux participants au sommet, dans lequel la Secrétaire Exécutive de la Convention-Cadre

des Nations Unis sur les Changements Climatiques, a rappelé le rôle crucial des acteurs non-étatiques dans la lutte contre les changements climatiques. De son côté, James Graber, Directeur, en charge des mécanismes de développement durable à l'UNFCCC, a souligné l'importance de rassembler les acteurs non-étatiques, partager leurs actions et mettre en avant leurs réussites pour démultiplier les initiatives. Il a également constaté que "depuis l'annonce de Donald Trump le retrait des Etats Unis de l'accord de Paris, la mobilisation des acteurs non-étatiques est grandissante et leur coordination plus efficace"

Les discussions ont donné naissance à des missions, qui rentrent dans le cadre du Marrakech Partnership et s'inscrivent dans les activités menées par les coalitions thématiques impliquées dans la dynamique Climate Chance, avec quatre principaux piliers:

- Intégrer des nouveaux membres dans ces différentes communautés
- Développer des feuilles de route spécifiques et en suivre les avancées
- Soutenir la mise en œuvre d'activités spécifiques
- Assurer le suivi et l'analyse du progrès et de l'impact de leurs engagements pris

La seconde plénière a concerné le flux des financements pour l'action climatique locale. A ce sujet, les recommandations des acteurs non-étatiques sont assez consensuelles mais la mise en place de ces recommandations ne suit pas forcément le même rythme. Les discussions ont été orientées vers la création d'un environnement favorable au financement de l'action climatique locale et internationale, qui passe par l'identification, la structuration et planification des besoins d'investissement et la conception de projets climato-compatibles adaptés.

Dans son intervention d'ouverture, Nizar Baraka, Président du Conseil Economique, Social et environnemental du Maroc, a affirmé que « Le Maroc est entrain de mettre en œuvre ces recommandations, notamment grâce à la régionalisation avancée à travers l'élaboration de plans de développement régionaux, incluant un volet climat important réalisé suite à une large concertation avec les acteurs. Des tableaux de bord climatiques sont adoptés au niveau régional et une politique de financement des acteurs locaux a été définie sur la base de la création d'une banque des collectivités territoriales, afin de mobiliser des fonds pour le financement ; Et enfin la mise en place d'un centre de compétences sur les changements climatiques pour accompagner cette stratégie nouvelle et innovante. »

En plus des plénières, des fora, des ateliers et des focus, plusieurs side-events ont été organisés, et qui ont permis de mettre en exergue des initiatives abouties du Conseil Régional Souss Massa contre les effets néfastes du changement climatique, surtout que « durant les 10 dernières années, le Conseil Régional de Souss Massa a entrepris plusieurs actions dans le cadre de la protection de l'environnement et le développement des énergies renouvelables » précise Brahim Hafidi, Président du Conseil Régional Souss Massa. Il cite, à titre d'exemple « la formation de jeunes entrepreneurs dans le domaine

des énergies renouvelables et l'accompagnement de la création de l'association RESOVERT qui compte 40 start up dans le domaines des énrgies renouvelables, dotée d'un plan d'actions ambitieux pour former et sensibiliser à l'usage des énergies renouvelables et photovoltaïque ».

Cette première journée a été ponctuée d'ateliers qui donnent une touche ludique à ce sujet crucial: jeux collectifs, ateliers de controverse, brainstorming, prototypage, projections et débats, afin d'approfondir les connaissances de tous et de chacun sur les liens indissociables entre climat et développement.

La deuxième journée du sommet, mardi 12 septembre, a été quant à elle dédiée aux élus africains et à la gestion des villes. La plénière principale sur « Les villes Africaines face aux défis climatiques » a connu la participation de chercheurs spécialistes des villes africaines et du climat, d'élus locaux venus de toute l'Afrique, d'ONG actives sur le continent, ainsi que d'opérateurs économiques. Les intervenants se sont accordés sur le fait que les villes africaines sont confrontées quotidiennement aux effets des changements climatiques qui viennent exacerber des problématiques déjà sensibles, et ont, de ce fait, de plus en plus besoin d'appréhender les enjeux climatiques et répondre aux défis environnementaux et socio-économiques.

La journée se clôture par une cérémonie de signature de la déclaration des élus locaux et régionaux du continent africain, en présence de leurs pairs d'Europe et du monde entier. « Cette déclaration pose les jalons d'une collaboration africaine et internationale afin d'accroître la capacité d'adaptation des villes et l'atténuation de leurs émissions de gaz à effet de serre. » Précise Awatif Berdai, Présidente de la commission d'organisation du Sommet des Elus pendant la COP 22. Elle rappelle que « Marrakech avait abrité, pendant la COP 22, le Sommet des Elus qui a réuni 1000 Maires et Présidents de région, qui a permis de mettre les élus au cœur de la question climatique et de développer, ensemble, une vision marocaine devenue africaine, et qui s'est renforcée à travers des initiatives pour le climat dans le cadre du Pacte des Maires »

La 3^{ème} journée du Sommet Climate Chance sera, quant à elle, permettra d'ancrer la question de la migration et le développement dans le contexte des changements climatiques. Placée sous le thème « Migrations, changements climatiques et développement : entre défis et opportunités », la première plénière de cette journée tentera de comprendre les caractéristiques de ces mouvements et comment ils se rapportent aux différents chocs climatiques et facteurs de stress, afin d'élaborer des réponses politiques, des plans d'adaptation et des investissements efficaces.

Pour Ronan Dantec, Président de l'Association Climate Chance « L'ambiance à Agadir et l'enthousiasme qui a marqué cette journée sont une réponse aux pessimistes du climat. La mobilisation de la société civile marocaine est considérable. Notant la présence de nombreux élus africains aujourd'hui, nous sommes heureux de contribuer à renforcer l'action commune entre les élus et les acteurs non-étatiques ».

Contact Presse :

Khaoula El IDRISSE ESSABETEY - kie@tnk.ma - +212 6 20 38 31 77

Khadija IDRISSE JANATI - ijk@tnk.ma - +212 6 19 742 752